

«La Suisse peut devenir l'un des leaders dans les technologies propres»

Pour le secrétaire général des Vert'libéraux, la Suisse doit davantage mettre l'accent sur les technologies propres et la politique s'emparer de cette immense opportunité économique.

MAUDE BONVIN



Les élections fédérales se tiendront le 20 octobre. L'occasion idéale de questionner les partis sur leurs projets économiques de cette prochaine législature. Septième et dernier round avec les Vert'libéraux. Entretien avec son secrétaire général, Michael Köpfler.

Vos priorités économiques pour la prochaine législature?

Les Vert'libéraux ont été les premiers à s'engager fermement en faveur de l'accord-cadre avec l'UE. Il s'agit d'une priorité absolue pour la prospérité de notre économie (accès au marché intérieur).

Deuxièmement, nous souhaitons renforcer et développer le secteur des technologies propres en Suisse. Notre pays peut devenir un des leaders de ce domaine. Notre gouvernement se doit donc de saisir cette immense opportunité économique, créatrice d'emplois locaux.

D'après vous, il faut donc signer l'accord-cadre sans le modifier?

Nous sommes d'avis qu'il est le fruit de nombreuses années de

négociation. Tous les acteurs essentiels ont été impliqués et entendus. Des compromis ont été trouvés et une version tout à fait acceptable de cet accord est sur la table.

Ce texte est le prolongement naturel des accords bilatéraux, qui ont été très bénéfiques pour la Suisse. La prospérité de notre pays repose en grande partie sur son ouverture au monde. Ne cédon pas aux pressions des isolationnistes de gauche et de droite.

Vous êtes donc favorable à davantage d'accords de libre-échange?

Oui. Le libre-échange et les partenariats économiques assurent notre prospérité et, si les conditions sociales et écologiques ap-

propriées sont réunies, offrent à tous les pays une possibilité de développement économique. Cela crée la stabilité, favorise la paix et réduit la pauvreté dans le monde.

Si l'on revient en Suisse, quel serait votre premier geste en faveur des entreprises et de l'emploi?

Notre première action politique se concentrerait sur le fait que les sociétés en majorité en mains de l'Etat cessent de pouvoir concurrencer les entreprises privées. De plus en plus de groupes publics sont présents sur le marché privé. Je

pense notamment à la Poste, Ruag, Swisscom ou encore des fournisseurs d'énergie cantonaux, des entreprises informatiques ou des compagnies d'assurance du bâtiment.

Pour qu'un système de libre-concurrence fonctionne bien, il faut que tous les acteurs soient sur un pied d'égalité. Grâce à leur situation monopolistique, les entreprises publiques disposent d'un pouvoir de marché énorme alors qu'elles devraient se concentrer sur le service public proprement dit. Cela permettrait aux compagnies privées innovantes de se développer de manière optimale.

Que feriez-vous pour soutenir davantage les start-up?

Nous sommes convaincus que faciliter et favoriser la création de fonds d'investissement locaux serait bénéfique pour le développement et la bonne santé de start-up innovantes. Les investisseurs institutionnels doivent aussi être encouragés à accorder des financements à des projets créateurs d'emplois.

Nous soutenons également les modèles innovants tels que le «Sharing Economy» (économie collaborative).

Les lois anti-innovation et protectionnistes telles que la lex booking.com ou l'adaptation de la législation sur les télécommunications privilégiant Swisscom

sont, par ailleurs, à prohiber pour la bonne santé et la compétitivité de notre économie.

La digitalisation et la concurrence peuvent être les bases solides du succès de l'économie helvétique et doivent être considérées comme telles par la classe politique.

Suite à la grève des femmes, êtes-vous pour l'instauration de quotas dans les grandes sociétés?

Non, nous préférons soutenir

l'approche «comply or explain» (ndlr: le gouvernement définit un code qui énumère les règles auxquelles les entreprises doivent se plier. Si elles ne s'y conforment pas, elles doivent alors expliquer publiquement pourquoi).

La protection de l'environnement est un sujet fort de cette campagne électorale. Quelle est votre ligne en la matière?

Notre nouvelle stratégie «Cool Down 2040» montre la voie à

suivre pour une Suisse durable. Notre pays pourra être climatiquement neutre d'ici 2040. Cela a été confirmé également par une étude lancée par l'association Swisscleantech. La mobilité, les bâtiments, la production d'énergie, l'agriculture, l'économie, les marchés financiers et la protection du climat au niveau international sont tant de domaines où les Vert'libéraux estiment qu'il faut agir rapidement pour réussir la transition écologique. ■



Z-ARTS.CH

MICHAEL KÖPFLI. D'après le secrétaire général des Vert'libéraux, «notre pays pourra être climatiquement neutre d'ici 2040».